

CHANGER L'EDUCATION maintenant!

4 revendications pour un système éducatif juste et inclusif qui prépare l'avenir !



Cher chancelier Olaf Scholz,
chers membres du gouvernement fédéral et du Bundestag allemand,
chers chefs de gouvernement* des Länder,
chers membres de la Conférence des ministres de l'éducation,

Notre société vit actuellement **l'une des plus graves crises de l'éducation depuis la création de la République fédérale d'Allemagne**. Une pénurie énorme et croissante d'enseignants* et d'éducatrices* se heurte à un système éducatif obsolète, sous-financé et ségrégué, socialement injuste. Trop souvent, les enfants et les jeunes ne sont pas suffisamment préparés à l'avenir, et des tâches nécessaires telles que la numérisation et l'inclusion ont été laissées en sommeil pendant trop longtemps.

Les décisions que vous prendrez dans les semaines et les mois à venir auront une influence déterminante sur les parcours éducatifs, les chances d'avenir et les conditions d'apprentissage et de travail de centaines de milliers d'élèves* et de salariés, ainsi que sur la question de savoir si la fracture sociale s'aggrave ou si elle est combattue.

Nous vous appelons, en tant qu'enseignants, éducatrices*, élèves*, parents, étudiants et scientifiques*, ainsi que les syndicats, les organisations et les initiatives en matière d'éducation, à poser dès maintenant les jalons d'un système éducatif juste et inclusif qui prépare l'avenir !

L'éducation commence avant l'école, la crise aussi : dans toute l'Allemagne, il manque des centaines de milliers de places dans les crèches et plus de 300.000 éducatrices* de petite enfance pour garantir une offre suffisante et un taux d'encadrement approprié. Dans les écoles, il manquera près de 160.000 enseignants* d'ici 2035.

La crise de l'éducation a des conséquences

De nombreuses crèches et écoles se plaignent de ne plus pouvoir remplir leur mission éducative en raison d'un personnel non adapté aux enfants et d'une surcharge de travail. Près de 50.000 jeunes quittent chaque année l'école sans diplôme. De mauvaises conditions d'apprentissage engendrent de mauvais résultats. Les élèves* lisent, écrivent et calculent de moins en moins bien, comme le montre la dernière tendance de l'IQB d'éducation.

Dans notre société, la réussite scolaire dépend toujours en grande partie de l'origine sociale. Les chances de formation sont extrêmement inégalement réparties et la pénurie croissante d'enseignants et d'éducatrices* ne fait qu'aggraver cette inégalité déjà existante.

La crise de l'éducation prive les enfants et les jeunes de chances d'avenir, leur barre la route de la vie et rend difficile leur participation à la société. Elle pèse sur des familles entières ainsi que sur la santé des éducatrices* et des enseignants*. Les conséquences sociales de la crise de l'éducation qui s'étend sont énormes. Une forte dépendance de la réussite éducative à l'origine sociale consolide la division de notre société et nuit à la confiance dans la démocratie. La pénurie de personnel qualifié s'aggrave et la pauvreté se reproduit.

Outre les coûts sociaux et économiques consécutifs, la question des défis écologiques se pose également. Enfin, outre la crise de l'éducation, nous assistons à une crise climatique qui pose des défis existentiels à l'ensemble de notre société. Le système éducatif doit promouvoir les compétences d'avenir et s'adapter aux grands défis du 21^e siècle, en premier lieu la crise du climat et de la biodiversité, mais aussi le changement de rapport au savoir et aux médias.

Mais comment un système éducatif obsolète et surchargé peut-il préparer judicieusement les jeunes à l'avenir et apporter une contribution substantielle et nécessaire à la lutte contre le changement climatique s'il ne reste guère de temps pour cela au quotidien dans les crèches et les écoles ?

Vraiment changer l'éducation au lieu de continuer à boucher les trous

Il est d'autant plus fatal que les nombreux avertissements et interventions de la société civile n'aient jusqu'à présent pas conduit à un changement d'attitude de votre part, des décideurs politiques déterminants au niveau fédéral et dans les Länder. Nous devons même nous demander si vous ne prenez même pas au sérieux les objectifs éducatifs déjà formulés ? En 2008, lors du sommet sur l'éducation de Dresde, le gouvernement fédéral a décidé de consacrer à l'avenir 10% du PIB (produit intérieur brut) à l'éducation (7%) & à la recherche (3%). Près de 15 ans plus tard, cet objectif n'a pas été atteint et est à nouveau tombé dans l'oubli.

Les dernières recommandations de la commission scientifique permanente (SWK) de la Conférence des ministres de l'éducation (KMK), datant de janvier 2023, sont pour la plupart dysfonctionnelles : augmentation du temps de travail, limitation du temps partiel et un peu de yoga pour compenser le stress. Nous nous opposons à ce que la pénurie de personnel enseignant se fasse sur le dos des employés. Il est d'autant plus effrayant de constater qu'une partie de ces propositions est en train de devenir réalité dans certains Länder.

Le soi-disant "sommet sur l'éducation" de mars 2023 n'a pas non plus contribué à résoudre la crise de l'éducation, mais a surtout mis en évidence la mauvaise coopération entre l'État fédéral et les Länder dans le domaine de l'éducation et le manque de compréhension de la participation de la part des responsables politiques. Lors de ce sommet, qui n'a duré que trois heures, quasiment aucune personne apprenant ou travaillant actuellement dans une école ou une garderie n'a pu s'exprimer.

Si l'on veut résoudre la crise de l'éducation, il faut relâcher la pression sur un système surchargé et impliquer les personnes qui sont directement en contact avec la crèche et l'école au quotidien.

Nous exigeons un véritable tournant dans l'éducation, vers un système éducatif juste, inclusif et viable. Un système éducatif qui s'adapte aux besoins des élèves* et des travailleurs au lieu de faire porter la crise sur le dos des travailleurs, des élèves* et des familles. Un système éducatif qui s'oppose à la division sociale au lieu de l'encourager.

Nous sommes convaincus que notre société ne pourra s'engager sur cette voie que si vous prenez des décisions politiques opportunes et courageuses.



Nous vous demandons

1. rendre l'école ORIENTEE VERS L'AVENIR et INCLUSIVE

- d'ancrer efficacement **l'éducation au développement durable (EDD)** en tant que contenu d'apprentissage obligatoire, afin que les élèves puissent se préparer aux grands défis du 21^e siècle
- de **réviser les programmes et les contenus d'apprentissage en fonction des élèves et de manière critique par rapport à la discrimination**, afin de créer des espaces de liberté pour le développement intellectuel, émotionnel et social des élèves et d'améliorer la qualité de l'éducation
- permettre des **évaluations alternatives** des élèves au lieu de réaliser trop de tests comparatifs
- concevoir le **développement scolaire** en commun, l'orienter vers la durabilité et le soutenir par une formation initiale et continue adaptée
- ancrer les **équipes multiprofessionnelles** comme partie intégrante de toutes les écoles et les financer

2.FONDS SPECIAL éducation et financement suffisant

- un **fonds spécial pour l'éducation** d'au moins 100 milliards d'euros pour les investissements nécessaires dans les crèches et les écoles
- au moins **10% du PIB** par an pour l'éducation et la recherche, comme convenu lors du sommet de Dresde sur l'éducation en 2008

3. Changement dans la FORMATION des enseignants* et des éducateurs*.

- un **contrat d'État sur la formation des enseignants**, qui oblige tous les Länder à former suffisamment d'enseignants et à reconnaître mutuellement les diplômes de fin d'études
- **la révision et l'intégration plus étroite des études d'enseignement avec la pratique** et de nouvelles voies d'accès à la profession d'enseignant
- un plan visant à **garantir la formation d'un nombre suffisant d'éducateurs* bien qualifiés** dans des conditions de formation et de travail attrayantes, et sa mise en œuvre

4. un véritable SOMMET DE L'ÉDUCATION

- un **sommet de l'éducation** convoqué par le chancelier fédéral en accord avec les chefs de gouvernement des Länder, afin de discuter avec les représentants de la société civile et des praticiens de l'éducation des moyens de sortir de la crise de l'éducation et de mettre en place un système éducatif équitable, inclusif et porteur d'avenir.

